



VIGILANCE ET ACTION

'Il n'y a qu'une seule fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir.

N°16 JUIN 1988

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE:

LES FUITES CA RECOMMENCE !

par Alain de BOISSIEU

Ancien Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre de 1971 à 1975
Ancien Grand Chancelier de la Légion d'Honneur de 1975 à 1981
Président du Comité d'Honneur du Mouvement Initiative et Liberté

Plusieurs militaires, correspondants du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE, ont écrit à notre Président, le Professeur André DECOCQ, pour lui demander ce que nous pensions, à la Direction du Mouvement, de la publication du rapport secret au Gouvernement du G.I.G.N. et de l'affaire d'OUVEA.

Après consultation des Membres du Comité d'Honneur et du Conseil de Direction, j'ai décidé de leur répondre.

Je puis écrire que nous sommes unanimes au M.I.L. à déplorer ce genre de procédé, qui ne grandit pas les journalistes et la rédaction du journal en cause. Il n'est jamais convenable de s'affranchir, avec suffisance, des règles établies par le Gouvernement de la République en matière de Défense. La classification des documents officiels répond à des règles établies, elle doit être respectée par tous les citoyens, y compris les journalistes, car certains documents engagent la sécurité des Forces, donc des vies humaines. Il fut un temps où ce genre de publication illégale aurait été sanctionnée par les Tribunaux et par les abonnés qui auraient demandé le remboursement de leur abonnement !... Espérons qu'il en sera ainsi pour ce journal fautif mais n'ayons pas trop d'illusions. Chacun sait

qu'aujourd'hui il suffit de faire de la démagogie en critiquant les Armées et la Gendarmerie, engagées dans un combat, pour être cru par les médias de ce Pays; c'est ainsi ! et c'est lamentable !

Que nos camarades militaires des trois Armées et de la Gendarmerie sachent que nous dénonçons ce genre de coups bas qui déshonorent ceux qui les portent.

Par contre, nous admirons le courage et la détermination de ceux qui ont été engagés, sur ordre du Gouvernement, dans l'affaire d'OUVEA. Nous pensons qu'une prise d'otages par des assassins est intolérable pour un Etat digne de ce nom, qui proclame - depuis des années - qu'il ne cédera jamais au chantage

Ergoter maintenant - dans une salle de rédaction - assis dans un bon fauteuil, pour juger s'il fallait désarmer les assassins par la force ou par la négociation est une plaisanterie, surtout lorsqu'elle vient des mêmes qui ont clamé et écrit, récemment encore, pour les otages du Liban, "qu'il ne fallait jamais traiter avec des preneurs d'otages" !.

Bien sur quand on n'a jamais entendu une balle siffler, quand on

suite page 4

"LA GAUCHE C'EST CE QUI EST TORDU, LA DROITE C'EST LE PLUS COURT CHEMIN D'UN POINT A UN AUTRE !" Général de GAULLE

L'ETAT PS :

La France à nouveau danse sur la corde, et les choses risquent très vite de devenir très sérieuses. Mais nous avons encore les moyens d'empêcher le pire.

Evidemment, on peut toujours faire semblant de prendre les choses du bon côté. Par exemple, on peut dire que nous avons annoncé la façon dont MITTERRAND se conduirait, nous qui avons écrit, avant l'élection présidentielle, que "pour voter MITTERRAND sans être socialiste, il faudrait avoir une vocation de gentil membre du club des cocus".

" LA FRANCE UNIE "

On se souvient du style adopté par MITTERRAND pendant la campagne présidentielle : un père de la patrie bénisseur, rassembleur et en fait endormeur, sans programme, sans idéologie, qui, par esprit de sacrifice, fait don de sa personne à la France.

On se souvient de ses engagements formels et répétés : il ne dissoudrait pas comme en 1981, il essaierait de gouverner avec l'assemblée élue en 1986, il présenterait des projets de loi et il ne dissoudrait qu'en cas de blocage du parlement.

ECRASER L'ADVERSAIRE

Après la victoire du 8 Mai, MITTERRAND veut d'abord diviser et déconsidérer l'adversaire. La nomination de ROCARD amène certains (et certaines...), pleins d'illusions mais dépourvus de scrupules, à venir ronronner et onduler sur le thème de l'ouverture.

Mais ensuite, on passe aux choses sérieuses. Le bénisseur universel s'efface, pour laisser la place au vrai personnage, celui du chef de parti, qui raisonne en termes militaires et qui veut exploiter la trouée du 8 Mai pour abattre définitivement l'adversaire. L'opération se fait en deux temps.

D'abord la constitution du gouvernement, le plus dur qu'on puisse envisager, avec tous les ayatollahs du P.S. : JOXE, bien sûr, mais aussi MERMAZ, QUILES (qui voulait "faire tomber des têtes" au congrès de Valence en 1981, LAIGNEL (qui lançait à ses

adversaires : "Vous avez juridiquement tort puisque vous êtes politiquement minoritaires"), etc..

Puis la dissolution de l'Assemblée Nationale, contrairement aux engagements d'hier, aussi rapidement que le lui permet la constitution, et plus rapidement encore qu'en 1981 pour ne pas laisser aux adversaires le temps de s'organiser.

EN ATTENDANT L'OUVERTURE . . .

Après avoir ainsi terrorisé les faibles de la classe politique pour les rendre aussi inconsistants qu'un mauvais bifteck passé à l'attendrisseur, les socialistes entonnent de nouveau le chant des sirènes : l'ouverture, ils la feront après leur victoire complète, quand leurs adversaires seront tous nus.

Preuve de leur bonne volonté : ils abandonneront à quelques centristes quelques sièges de députés, s'ils promettent d'être bien sages. On peut penser à un suzerain concédant quelques fiefs à ses vassaux, ou plutôt à un caïd qui autoriserait quelques demi-sel à exploiter un petit fond de commerce louche, à condition de les tenir en laisse et de pouvoir les casser à tout moment.

Il est difficile de pousser plus loin le mépris, et pour ceux qui accepteraient, il serait difficile de pousser plus loin la complaisance de cocus battus et contents.

DE LA FARCE A LA TRAPPE

Que se passerait-il si le P.S. obtenait la majorité absolue ? Verrait-on la réconciliation de tous les Français sous la houlette d'un président patriarche ? Pour succomber à cette illusion, il faudrait croire à la sincérité de MITTERRAND et à la modération des socialistes.

UNE PRISE DE POUVOIR IMPLACABLE

En fait, MITTERRAND, qui n'en est pas à son coup d'essai, n'a pas hésité à mentir à la face des Français en faisant juste après

LE POUVOIR CONFISQUE

le 8 Mai exactement le contraire de ce qu'il avait promis juste avant. Quant aux socialistes qui ont aujourd'hui sa confiance, ce sont les revenants les plus sectaires des équipes MAUROY et FABIUS. Ainsi, en cas de victoire électorale des socialistes, tout conduirait l'Etat P.S. à verrouiller définitivement la situation.

MITTERRAND, en premier lieu, a la passion du pouvoir, du pouvoir total, et la volonté constante de tuer politiquement ses adversaires. Pour cette entreprise, le P.S. est son instrument indispensable, le complice avec lequel il a scellé un pacte indissoluble. Si ses adversaires, par leurs divisions, tombaient définitivement dans son piège, si les Français, après l'avoir élu dans le flou, étaient assez anesthésiés pour avaler aussi son dernier mensonge, qu'est-ce qui le retiendrait d'aller toujours plus loin, toujours plus fort ?

En cas de majorité absolue du P.S., un seul parti détiendrait non seulement tous les pouvoirs politiques, mais renforcerait encore ses positions dominantes dans des secteurs aussi essentiels que les médias, l'enseignement, la fonction publique, les entreprises, les entreprises nationalisées. Les autres Français auraient les miettes. La trappe se refermerait. Ce serait l'étouffement pimenté par la pagaille.

DES CONSEQUENCES INELUCTABLES

Tout cela ne touche pas simplement les membres de la classe politique. C'est toute la vie du Pays qui est en cause.

Les Français subiraient d'abord les mesures que les socialistes pourraient prendre très facilement. Ainsi, pour étouffer progressivement l'enseignement libre, il suffirait d'appliquer de façon restrictives la loi CHEVENEMENT; ils souffriraient aussi du refus de prendre certaines mesures, par exemple à propos de l'immigration et du code de la nationalité. La France subirait enfin les effets mécaniques de tout régime socialiste : la démobilisation, l'engourdissement, et enfin le déclin, révélé et aggravé en 1992 par la concurrence de plein fouet de nos partenaires européens, alors que les entreprises françaises seraient l'objet de la suspicion des gouvernants socialistes. Le désarmement du Pays, promis par le président,

amènerait une neutralisation de l'Allemagne, entraînant la finlandisation de l'Europe. Le rôle stratégique de la France dans le Monde fondra avec l'abandon des DOM-TOM.

UNION NATIONALE CONTRE L'ETAT-PS

Pour tout non-socialiste normalement constitué, le problème devrait être très simple. Il existe un danger politique grave et immédiat : que les socialistes fassent main basse sur tous les pouvoirs. Il faut donc mobiliser tous ceux qui veulent résister.

Pourtant, la situation est brouillée parce que la gauche a usurpé le rôle de juge suprême en matière de morale politique et a décrété qu'une partie de la droite devrait être exclue de la vie publique. Tout le monde voit qu'il s'agit d'une manoeuvre qui, arithmétiquement, écarterait la droite du pouvoir indéfiniment. Cette manoeuvre est totalement cynique, puisque, une fois de plus, MITTERRAND a recueilli sans états d'âme non seulement les voix de l'extrême-gauche, communistes compris, mais aussi celles de la frange vraiment extrémiste du Front National, qui a fait la politique du pire.

Mais les autres électeurs du Front National, c'est-à-dire la grande majorité, représentent un courant permanent de la vie politique française, celui d'une droite nationale et souvent populaire, qui ne pourrait se laisser aller à l'extrémisme que si elle est systématiquement traitée en pestiférée, alors que la gauche la plus extrémiste serait considérée comme honorable. D'ailleurs, les électeurs actuels du R.P.R., de l'U.D.F., du Front National ont très souvent voté ensemble, même dans le passé le plus récent. Les glissements d'un parti à l'autre, dans tous les sens, sont fréquents.

CES ELECTEURS NE DOIVENT PAS SE LAISSER INTIMIDER PAR LE DIKTAT DES FAUX PROFESSEURS DE MORALE. ILS NE DOIVENT PAS VENIR, EN CHEMISE ET LA CORDE AU COU, APPORTER AUX SOCIALISTES LES CLES DE LA FRANCE SUR UN COUSSIN DE VELOURS. POUR QUE LA FRANCE NE TOMBE PAS DANS LA TRAPPE DE L'ETAT - P.S., ILS DOIVENT UNIR LEURS VOTES.

n'a pas vu un camarade tomber à ses côtés, quand on n'a jamais assisté à un assaut de vive force devant un adversaire qui se dissimule et vous vise avec son arme automatique, on ne peut juger des conditions du combat.... et on risque de se rendre complètement ridicule devant ceux qui savent et ont vécu ce genre d'épreuve. C'est le cas de certains journalistes aujourd'hui. Nous sourions de leur suffisance et de leur angélisme de campagne électorale !

voir des journalistes, ou pour commencer une carrière de politicien, ou pour gagner de l'argent ..., car tout cela est méprisable et dangereux, pouvant engager la vie de vos subordonnés en renseignant l'adversaire.

BON COURAGE, NOUS SOMMES FIERS DE VOUS !.

Alain de BOISSIEU

Vis-à-vis de nos camarades des Armées et de la Gendarmerie, nous leur exprimons notre admiration pour la manière efficace avec laquelle ils ont arraché tous les otages des griffes de ces assassins ou de leurs complices voleurs d'armes de guerre appartenant à la gendarmerie - Honneur à ceux qui sont morts les armes à la main - Nous faisons confiance à notre Armée et à ses Chefs qui doivent accueillir les critiques injustes et stupides avec "un mépris de fer".

Seulement nous leur donnerons ce conseil : MEFIEZ-VOUS DES FUITES !. Certains Gouvernements sont très tolérants pour ce genre de fautes. Ils ont pour habitude idéologique de ne respecter ni le "Confidentiel-Défense", ni le "Secret", ni le "Secret-Défense". Rappelez-vous ces grands scandales de la IV^e République au moment de la Campagne d'Indochine :

- "l'affaire des fuites" est encore dans toutes les mémoires et les écrits, ainsi que dans les archives du Service Historique de l'Armée.

Sanctionnez sévèrement les "M'AS-TU VU", qui s'installent et bavardent, ou ceux qui vendent les Secrets d'Etats pour se faire bien

UNION NATIONALE CONTRE L'ETAT P.S.

MIL MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ 4, RUE F. MISTRAL 75015 PARIS MIL

ETAT P.S. LE POUVOIR CONFISQUE

MIL MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ 4, RUE F. MISTRAL 75015 PARIS MIL

Vigilance et Action est édité par
le Mouvement Initiative et Liberté
4 rue Frédéric Mistral, 75015 Paris
Directeur de la publication : A. Decocq
Dépôt légal à parution
Imp. Lemaire, 95000 Cergy-Pontoise

A DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENVoyer AU MIL 4 rue F. MISTRAL 75015 PARIS, TEL : 45 54 15 57

Je, soussigné(e), déclare adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (MIL)

Nom : Prénoms :
Adresse :

Date et lieu de naissance : Téléphone :

Profession : Etablissement :

cotisation annuelle : Date : Signature :

- Membre : 100 Frs
- Membre bienfaiteur : 500 Frs
- Exceptionnelle : à partir de 1000 Frs